

OCTROI DU CRÉDIT-CONSOMMATION

Le mode opératoire reste encore à définir pour les banques

Même si la nouvelle centrale des risques est censée être opérationnelle depuis hier, l'octroi des crédits à la consommation pour les ménages ne sera pas effectif de sitôt, en l'absence d'un mode opératoire clair pour l'ensemble des banques.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le gouverneur de la Banque d'Algérie avait annoncé le 8 septembre dernier l'entrée en production de la nouvelle centrale des risques à la mi-septembre.

Une nouvelle centrale qui «aura une capacité suffisante et sera moderne» et constituera «un important outil d'aide à la gestion des risques» de crédits octroyés aux entreprises mais aussi aux ménages, assurait Mohamed Laksaci. De fait, cette base de données devait contribuer «à la reprise effective des crédits aux ménages et, donc, du crédit à la consommation», affirmait le gouverneur de la Banque d'Algérie.

Une annonce qui a, certes, suscité des doutes, des supputations mais qui semble se concrétiser, au moins au niveau de la Banque centrale.

Comme M. Laksaci l'avait annoncé, la nouvelle centrale est entrée en production le 15 septembre 2015, assure-t-on à la Banque centrale.

Conformément à la réglementation adoptée en février 2012, cette base de données est un service de centralisation qui recueillera, auprès de chaque banque et chaque établissement financier, l'identité des bénéficiaires de crédits, les plafonds de crédits et les encours des crédits

accordés, «quel qu'en soit le montant», le montant des utilisations, le montant des crédits non remboursés ainsi que les garanties prises pour chaque type de crédit. Elle comportera deux compartiments, l'un enregistrant les données relatives aux crédits accordés aux sociétés et aux personnes physiques exerçant une activité professionnelle non salariée, et le second enregistrant les données relatives aux crédits aux particuliers, dont les crédits à la consommation.

Les banques déclarent mensuellement tous les concours qu'ils octroient à leurs personnels, aux clients (entreprises et particuliers). La centrale des risques procède chaque mois à la centralisation de ces déclarations et elle en restituera les résultats mensuellement et au moyen d'une consultation à distance.

Notons que les emprunteurs sont identifiés par un numéro d'identification selon leur statut et qu'ils peuvent accéder sans frais aux données enregistrées les concernant et en demander la rectification quand elles sont erronées.

Relevons que les coûts directs de la centrale des risques sont à la charge des banques déclarantes. En somme, les banques pourront octroyer tous types de crédits, tels les crédits à



Photo : DR

Les banques déclarent mensuellement tous les concours qu'ils octroient.

la consommation et sans seuil, les déclarer auprès de la centrale des risques et en informer leur clientèle. Comme toute banque pourra s'informer sur la solvabilité d'un client auprès de cette centrale, néanmoins, l'entrée en production de cette base de données ne signifie pas que les banques puissent immédiatement octroyer des crédits-conso et les déclarer à cette centrale. De fait, l'octroi de ce type de prêt ne sera pas effectif de sitôt, du moins pas dans les prochains jours, dans la mesure où l'ensemble des banques de la place ne connaissent pas encore le mode opératoire idoine. Ainsi, plusieurs établissements continueront à octroyer des crédits aux entreprises et à les déclarer à la centrale des risques d'entreprises, celle-ci étant toujours

opérationnelle. Mais le flou persiste concernant l'octroi des crédits aux particuliers dans la mesure où les établissements ne connaissent pas encore, tous, les modalités précises.

Certes, l'autorité bancaire est censée avoir initié un travail d'organisation interne et avoir engagé un processus d'information des banques, en envoyant notamment des experts. Ce qui rentre également dans le cadre de l'exercice régulier des missions de supervision et de contrôle qui sont dévolues à l'autorité bancaire. Mais en attendant que ce processus s'achève, ce qui pourrait prendre du temps, l'octroi du crédit-conso risque d'être reporté pour plusieurs semaines, voire des mois.

Et au-delà de la disponibilité de la liquidité, un problème se

posera pour les banques, à savoir la méconnaissance de la nature des biens éligibles. Certes, des produits locaux peuvent être acquis par ce type de crédits, tels les véhicules, les appareils électroménagers ou l'ameublement, même si le taux d'intégration reste à déterminer. De fait, la mise en œuvre du crédit-conso implique, au-delà du lancement de la centrale des risques et du travail que la Banque d'Algérie doit mener, une implication effective de l'établissement industriel et commercial algérien.

Malgré les assurances exprimées récemment par le ministre de l'Industrie et des Mines, cette implication risque cependant de ne pas être totalement suffisante et réactive.

C. B.

EXPORTATIONS ALGÉRIENNES VERS L'AFRIQUE

Des initiatives mais...

L'ouverture d'un comptoir commercial pour l'exportation de produits algériens en Afrique, notamment vers la Côte d'Ivoire, était hier au centre d'une journée d'information organisée au siège de l'Algex. L'idée en elle-même est prometteuse, d'autant qu'elle a reçu le parrainage du nouveau ministre du Commerce. Toutefois, la démarche soulève des interrogations.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'organisateur de l'événement est une société de services à l'export et d'organisation d'événements économiques en Afrique répondant au nom de Algerian for Events and Export Er'rowed (AFEEE).

Dans son document de présentation remis aux participants, l'AFEEE se présente comme une société «de services à l'export et d'organisation d'événements économiques en Afrique tels que les salons, foires et forums dédiés aux exportations de biens et services algériens en Afrique».

Lors de son intervention, son premier responsable a fait état de son savoir-faire en la matière, mais sans pour autant donner des explications quant aux modalités pratiques portant placement des produits



Les exportateurs algériens sont appelés à adhérer au projet d'exportation des produits et services en Afrique.

algériens sur le marché ivoirien, qui est «déjà conquis par plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et du Maroc».

Ce même responsable n'a pas donné de détails sur les besoins du marché ivoirien et autre capacité des produits algériens à placer dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, dont les échanges commerciaux avec le Maroc sont très élevés.

Dans sa très brève allocution, le ministre du Commerce, M. Bakhti Belaïb, a lancé un «appel pour encourager et soutenir les exportations hors hydrocarbures,

notamment en Afrique où les produits algériens ont largement leur place sur les marchés des pays africains».

Dans le communiqué de presse annonçant cette rencontre, il est indiqué que «cette journée d'étude a pour objectif de faire adhérer les entreprises algériennes à un projet d'exportation des produits et services algériens en Afrique en ayant un partenaire sur place et avec un accompagnement jusqu'à la concrétisation de l'opération». D'ailleurs, le responsable d'AFEEE a indiqué que sa société a

conclu un accord de partenariat avec la Fédération ivoirienne des commerçants (Fenacci). Lors de sa participation à la Foire d'Abidjan en avril dernier, l'AFEEE y a ouvert un comptoir à travers lequel elle pourra représenter des centaines de sociétés que ce soit du primaire du secondaire ou du tertiaire.

D'ailleurs, depuis le 7 mai dernier, l'AFEEE a enregistré, selon ses responsables, une adhésion d'une douzaine d'entreprises après la signature d'une convention en Côte d'Ivoire avec un réseau de distribution reliant 300 000 commerçants. Cela dit, la Maison algéro-ivoirienne de commerce, telle que présentée par les responsables de l'AFEEE, a pour objectif «d'identifier des domaines de développement économique pour les commerçants et entreprises des deux pays, l'établissement de communications appropriées pour l'échange de réflexions et d'informations sur les problématiques d'intérêts communs, adhérer les deux parties au transfert de technologie, etc.».

Comme dernière et importante étape, il est demandé aux futurs adhérents de la Maison algéro-ivoirienne de commerce le versement des droits d'inscription qui s'élèvent à cent mille dinars.

A. B.